

Burundi : Bandits ou rebelles ?

Jeune Afrique, 29/09/2010 Par Tshitenge Lubabu M. K. Inquiétudes, à Bujumbura, au Burundi, après le meurtre de plus de dix personnes, mi-septembre. L'identité des tueurs fait débat. Depuis le boycott, en mai, de l'élection présidentielle, les partis de l'opposition et la contestation des résultats des communales qui avaient précédé, la tension n'a cessé au Burundi. Elle est même accentuée avec la fuite de la plupart des dirigeants de l'opposition (dont celle de Agathe Rwasa, chef des Forces nationales de libération) et le harcèlement dont leurs partisans se disent victimes. Courant septembre, une dizaine de corps, dont certains mutilés, ont été découverts dans la région de Rukoko, au nord-ouest de la capitale, Bujumbura. Pour le pouvoir, ces tueries sont l'œuvre de « bandits armés ». Ce qui ne convainc pas tout le monde, à l'instar de ce fonctionnaire international qui a requis l'anonymat : « C'est plus que du banditisme, c'est un régime d'occupation », confie-t-il. Les habitants de Bujumbura Rural y voient la marque d'une nouvelle rébellion. Un dissident du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) l'admet à mots couverts : « Il y a des similitudes avec 1993 : un soulèvement populaire primitif, un social, et, enfin, une rébellion. En 2010, il s'agit d'élections contestées, de leaders politiques qui ont choisi l'opposition, d'opposants emprisonnés, d'une insécurité grandissante. Est-ce une rébellion ? Peut-être. Mais il n'y a pas de revendication dans ce sens, ni de nom de mouvement. » Du côté des militaires, on se veut rassurant, alors même que les déclarations seraient de plus en plus nombreuses. Pour le général Diomède Ndegeya, chef d'état-major adjoint de l'armée burundaise, la situation actuelle n'est pas alarmante. « Nous sortons d'une période électorale où nous n'avons pas digéré leur échec, affirme-t-il. Au lieu de consolider leur position, ils ont prouvé un manque de réalisme et de maturité politique en s'écroulant dans la nature. » À l'en croire, ceux qui quittent l'armée sont les militaires somaliens et qui avaient déjà souhaité revenir à la vie civile avant de partir. « Là-bas, ils touchaient 650 dollars par mois. C'est ce qui leur a rapporté une petite cagnotte au bout d'un an. Ils préfèrent se lancer dans le commerce », souligne le général Ndegeya. D'après lui, le fait que Rwasa soit entré dans la clandestinité n'a rien d'inquiétant. « Pour quelle raison va-t-il se battre et qui est prêt à le suivre ? » se demande-t-il.